

Nom, prénom, date de naissance, origine sociale, milieu familial, ville et région d'activité à l'époque, scolarité et formation professionnelle. Pays ou région d'origine pour les militant·e·s étrangers/immigrés. Statut au moment de l'adhésion à la LMR : célibataire, marié·e ou en couple, enfant(s). Parcours professionnel et situation actuelle (en quelques mots).

Batou, Jean, né le 27 juillet 1954.

Mon père était ingénieur, puis enseignant secondaire, et ma mère « femme au foyer », puis institutrice primaire. Pour autant, cette image donne une idée réductrice de mes origines, qui ne peuvent être comprises qu'en revenant sur la trajectoire de mes parents. Cette histoire – et mon intérêt pour l'histoire –, je les dois aux liens privilégiés que j'ai développés avec mes deux grand-mères tout au long de mon enfance.

Ma mère était française par sa naissance, dans le Tarn, en 1924, par la famille de sa mère et par sa formation scolaire. Son père, d'origine suisse, avait perdu ses parents dès l'enfance, mais il avait réussi à finir des études de dentiste « à la force du poignet ». Pour avoir abandonné le « service aux frontières » durant la Première Guerre mondiale, il avait été poursuivi pour désertion, avant de s'expatrier en France, où il avait rencontré ma grand-mère. Ma mère, ses trois sœurs et ses parents ont passé la guerre à Marseille, avant de s'établir à Genève en 1945. Avec ce parcours, la famille de ma mère n'avait pas accumulé de ressources et vivait modestement.

Mon père est né à Genève en 1919, d'une mère française issue d'un milieu populaire parisien (son beau-père père était ouvrier doreur). Il avait été reconnu par son père, un dentiste d'origine russe (d'une famille juive de Bessarabie), qui avait fui les pogroms des années 1903-1907. Le mariage de mes grands-parents avait fait perdre la nationalité française à ma grand-mère, qui était devenue apatride, comme son mari et ses deux enfants (mon père et sa sœur cadette). Quelques années plus tard, en 1929, mon grand-père mourait après plusieurs mois d'hospitalisation, laissant ma grand-mère avec des dettes. Elle trouvera un poste de manœuvre dans l'horlogerie à Neuchâtel, ce qui lui permettra de subvenir chichement aux besoins de ses enfants.

Mes parents avaient une forte sensibilité aux questions sociales. C'était plutôt mon père qui donnait le ton : tout d'abord, par son esprit scientifique et son approche critique ; ensuite, par son parti pris intransigeant pour la liberté ; mais surtout par sa défense des opprimé·e·s. Il avait rejeté le communisme en raison d'une forte inclination libertaire, qu'il pensait liée à son passage par l'école active de Neuchâtel, dont les instituteurs s'étaient occupés de lui après la perte de son père. En même temps, il condamnait les reniements socialistes dans les guerres coloniales. Cela ne se traduisait pas par une adhésion partisane, mais par une façon de réfléchir et d'agir au quotidien. Quant à ma mère, plus marquée par une éducation conformiste, elle cherchait à tracer son propre sillon, dans l'esprit de l'existentialisme d'après-guerre (Camus, Sartre, De Beauvoir)...

AVANT TON ADHESION A LA LMR

Expériences professionnelles, associatives, syndicales, politiques ou autres. Intérêt pour la marche des événements en Suisse, dans le monde ? Premiers engagements militants ? Ton cheminement...

Mes premiers souvenirs conscients de nature philosophique remontent à l'âge de 9 ans, soit huit ans avant mon adhésion à la LMR, à 17 ans. C'est durant cette période (1963-1971), que ma vie s'oriente définitivement vers l'engagement social et politique.

Mes deux parents étaient obsédés par le développement intellectuel et les résultats scolaires. J'en avais cependant été protégé en sautant une classe, au début de ma scolarité, alors que j'étais déjà parmi les plus jeunes de ma volée, puisque né à la fin du mois de juillet. Je me suis donc trouvé parmi des enfants qui avaient un an et demi, voire deux ans de plus, et mes enseignants étaient obligés d'admettre que je ne pouvais pas être le meilleur. Ceci m'a exposé très tôt à la nécessité de me débrouiller pour faire tant bien que mal ce qui était trop difficile pour moi. Un atout important,

mais aussi une charge. Mes premières années d'école ont donc été difficiles.

A 9 ans, bien que baptisé catholique (ma mère étant croyante), je me souviens m'être convaincu de l'inexistence de Dieu. Parce que personne ne pouvait lire dans mes pensées, j'en devenais seul dépositaire et responsable. Cette rencontre avec l'athéisme s'est faite brutalement, comme d'autres découvrent la foi. Je m'en souviens comme d'une évidence, dont j'avais parlé à ma sœur aînée. La même année, je fondais un « club » avec deux garçons de mon école, avec lesquels nous nous retrouvions les jeudis, jours de congé. Nous avons réalisé un petit film policier avec une caméra 8 mm. L'année suivante, en dernière année primaire, avec quelques amis, j'attachais des boîtes de conserve au pare-choc de la voiture de notre instituteur, un homme aigri que nous détestions, déclenchant une enquête disciplinaire de grand style restée sans résultat... chacun ayant su tenir sa langue. Premier défi modeste à l'ordre établi, mais aussi première expérience de l'efficacité de l'action collective et de la solidarité...

Je suis entré au Cycle d'orientation (3 premières années de l'enseignement secondaire genevois) à 11 ans, à l'automne 1965. C'est là que j'ai commencé à me politiser, grâce à mon professeur de classe, un jeune membre du Parti du travail, avec lequel il allait rompre après 68 pour rejoindre l'extrême gauche. Pendant trois ans, jusqu'au printemps 1968, j'ai énormément lu, m'intéressant à Marx, à Freud, au tiers-monde, aux guérillas d'Amérique latine... Un jour d'octobre 1967, je me souviens d'une remarque de mon père : « L'un de tes amis aurait été tué, mais il y a encore de l'espoir, parce que, comme les chats, il est doué de sept vies ». Le Che venait d'être assassiné. En mai 1968, je suis fasciné par « Le chant du fantôme lusitanien », une pièce de Peter Weiss créée en français par le théâtre de l'Atelier, qui dénonçait le colonialisme portugais en Afrique.

Avec un petit groupe, nous ne cessons de suivre et de commenter l'actualité, de la Guerre des Six Jours à Mai 1968... Nous faisons l'apprentissage de l'action collective en lançant des pétitions, l'une contre un prof de géographie qui nous faisait mémoriser des listes absurdes. Hors de l'école, nous participions à des réunions de collégiens plus âgés, et avons pris part à l'occupation du Rectorat de l'Université de Genève, en février 1969 (j'avais alors 14 ans). Nous allions dans les baraquements des saisonniers pour parler ... Je me souviens d'une visite improvisée à un foyer de travailleurs maghrébins de France voisine, où nous avons été chaleureusement reçus... Nous rencontrions des militants anticolonialistes. C'est à cette époque que j'ai découvert les premiers numéros de l'hebdomadaire de la Ligue Communiste : *Rouge*. J'y ai été abonné dès juin 1970.

A l'automne 1968, je rentre au Collège Calvin, une institution fortement imprégnée de l'esprit de Guerre froide. Un choc par rapport au cycle d'orientation de l'Aubépine... Pendant la première année, nous créons un mouvement pour la liberté de discussion qui nous permet d'obtenir un local dans les combles du collège. Mais mes centres d'intérêt se situent ailleurs, dans les manifestations de rue qui se multiplient contre l'Espagne franquiste, contre la guerre du Vietnam, contre l'armée, contre la visite du pape Paul VI. Cette année-là, la trace d'une demi-sœur de mon père, internée dans un hôpital psychiatrique français depuis 1940, à l'âge de 25 ans, alors qu'elle fuyait vers le sud l'occupation allemande (elle était juive), a par miracle été retrouvée. Je me souviens d'être allé la chercher avec mon père et ma sœur dans un hospice délabré du Cher. Nous l'avons accueillie à la maison pour quelques mois. Elle était de culture russe. Une fois de plus, l'Histoire me rattrapait.

Au printemps 1970, j'abandonne mes études et passe beaucoup de temps à la Maison des Jeunes de Saint-Gervais, où je suis l'un des initiateurs d'un groupe de cinéma alternatif, « Court-Circuit », avec l'idée de me lancer dans la réalisation de films... Je suis enthousiasmé par le « nouveau cinéma » suisse, notamment par le long-métrage d'Alain Tanner, *Charles mort ou vif* (1969). C'est le temps de l'adolescence, de la découverte de la sexualité, de la vie nocturne, de la fréquentation assidue des cafés (du *Commerce* à la *Gueule d'Apôtre*), des soirées de rencontre improvisées dans des lieux improbables, de l'écoute en boucle de Bob Dylan et de groupes de free jazz, etc. Je fais aussi de nombreux essais ludiques avec diverses drogues. On peut s'étonner du degré de liberté dont je disposais alors, à l'âge de 15-16 ans. Mon père s'en faisait le défenseur par rapport à ma mère, plus inquiète. Avant d'aller se coucher, si je ne n'étais pas encore sorti, il me demandait s'il y avait

quelque chose qui n'allait pas, puisque j'étais encore là... En décembre, je participe à la manif contre le Procès de Burgos (contre les indépendantistes basques).

Circonstances de ton adhésion à la LMR, où et pourquoi ? Quelle attente de ta part sur le plan local, suisse, international, et celui de ta propre vie. Motifs principaux de ton engagement : faire évoluer les choses, stopper les injustices, participer à une refonte fondamentale de la société, une problématique particulière ?

Au printemps 1971, la contestation alterculturelle agite Genève. En mai, je participe à l'occupation du Temple de la Servette avec les Tréteaux Libres, et prend part à l'occupation de la Maison des Jeunes de Saint-Gervais pour y créer un « Centre Autonome ». Une expérience qui fait avancer la conscience de plusieurs années en quelques jours... J'y côtoie de plus près les groupes politiques de l'extrême-gauche. A vrai dire, les leaders auto-proclamés de ces formations y font assaut de discours, chacun tentant d'occuper le devant de la scène au sein d'un mouvement qu'ils n'ont guère contribué à initier. J'en tirerai, quelques mois plus tard, la conclusion que le moins présent de ces groupes au « Centre autonome » était sans doute le plus intéressant : c'était la LMR. En juin, au milieu de la tourmente, je passe avec succès les épreuves du baccalauréat français en candidat libre.

Pendant l'été, je participe au rassemblement international contre la Centrale nucléaire du Bugey dans la région lyonnaise, avant d'aller au Cap Nord avec une Citroën 2 CV, accompagné de deux amis. En route, j'y tombe amoureux d'une Parisienne, prise en stop, de quatre ans plus âgée que moi, qui a milité à la Ligue Communiste. A la fin août, deux de mes amis proches sont arrêtés dans le cadre de « L'Affaire Maerki », le vol de fusils d'assaut en Suisse, apparemment pour les livrer à des mouvements de libération du tiers-monde. Pour l'enquête, je suis interrogé par la police fédérale en décembre, qui me demande si j'ai participé à des camps d'entraînement à Cuba... A l'automne, j'adhère au cercle collégien « La Taupe », en même temps qu'à la section genevoise de la LMR.

TOI AU SEIN DE L'ORGANISATION

Qu'est-ce qui a focalisé ton attention, ton enthousiasme, ta volonté d'agir une fois que tu as eu l'expérience de l'organisation (à l'interne) ?

A travers la LMR et la formation théorique qu'elle dispense (cours approfondis, brochures, conseils de lecture...), je découvre l'histoire longue de cette gauche marxiste-révolutionnaire qui soutient alors les luttes de libération du tiers-monde, les grèves ouvrières et les combats de l'immigration ici, mais aussi l'opposition anti-stalinienne à l'Est. Cette approche me paraît essentielle pour inscrire mon engagement dans l'histoire de la résistance à l'exploitation et à l'oppression. Contrairement à d'autres, je ne vois pas cette formation intensive comme une approche intellectuelle abstraite, mais comme la nécessité de nous réapproprier cette histoire. On ne parlait pas encore beaucoup de Walter Benjamin à la LMR, mais j'adhérais déjà à l'idée que notre engagement vise plus à justifier les combats de nos ancêtres vaincus qu'à garantir l'avenir des générations futures.

Au moment de mon adhésion, les grandes grèves ouvrières des pays voisins (France, Italie, Espagne) donnaient une actualité à la révolution en Europe (100 ans après la Commune), mais il était difficile d'en sentir le potentiel en Suisse, même si la grève de la métallurgie genevoise du printemps 1971 avait fait espérer l'essor d'un mouvement « spontané », hors contrôle syndical, porté par des secteurs de l'immigration. Les 1^{er} Mai étaient marqués par la forte présence de l'immigration espagnole, de ses drapeaux républicains et de ses chants de la Guerre civile. Dans une certaine mesure, l'immigration était perçue comme notre tiers-monde de l'intérieur. Coup sur coup, en 1974 et 1975, nous avons manifesté contre l'exécution de condamnés politiques en Espagne. En septembre 1975, nous avons occupé toute une nuit le Sacré-Cœur à Plainpalais.

La lutte antimilitariste et contre le fascisme (les dictatures d'Europe du Sud, mais aussi du Brésil) se conjuguait dans mon esprit, liant l'anti-autoritarisme épidermique de l'adolescent avec le rejet

des formes institutionnelles les plus caricaturales de la violence d'Etat. D'ailleurs, la commémoration des 40 ans de la fusillade du 9 novembre 1932 à Genève, en 1972, avait été l'occasion d'une importante manifestation contre laquelle l'extrême droite avait organisé des provocations. J'en garde un vif souvenir qui explique peut-être que j'aie décidé d'écrire un gros livre à ce sujet, 40 ans plus tard... Au Collège Calvin, que je venais de quitter, sévissaient des membres du Nouvel Ordre Social, un petit groupe fascisant au sein duquel militaient quelques rejets du patriciat genevois. Nous ne perdions pas une occasion de les dénoncer.

A quel niveau de l'organisation, dans quelles structures as-tu agi ? Décris l'éventuelle évolution de ton engagement, les changements d'affectation, de lieux, avec les dates si possible.

Je deviens membre du Cercle la Taupé et de la « cellule jeunes » de la LMR à l'automne 1971. Quelques mois plus tard, je suis élu à la « direction de ville ». J'entre ensuite au comité central en 1976, après le 3^e congrès national. Dans cette période, je suis étudiant et consacre l'essentiel de mon temps aux activités militantes, notamment dans les « Comités Indochine Vaincra ». Après un bref passage à l'école de recrues, à l'automne 1975, je suis candidat au Conseil National avant de passer six mois au Portugal, où je soutiens le travail de la section de la QI (IVe Internationale). Cette période est celle de l'attente impatiente de transformations radicales en Europe : la révolution portugaise, que nous n'attendions pas, a remplacé la révolution espagnole qui n'est pas venue. L'absence de bilan, de la part de la LMR, de ces années d'activisme frénétique, nourries par des pronostics erronés, a précipité bien des démissions et des démoralisations. En octobre 1975, sort le livre de Pierre Goldmann – *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France* –, qui témoigne de la trajectoire d'un soixante-huitard condamné à perpétuité pour un crime qu'il nie avoir commis, annonce en pointillés les désillusions d'une génération qui commence à douter d'elle-même.

A mon retour du Portugal, je suis engagé comme enseignant d'histoire au Cycle d'orientation des Voirets, où je travaille pendant 5 ans, de l'automne 1976 à l'été 1981. Parallèlement, j'achève mes études et obtient une licence en histoire économique et sociale de l'Université de Genève, en juin 1978, avant de devenir assistant à mi-temps en histoire économique pour un an. Pendant ce temps, je participe à la « direction de ville » genevoise et au comité central de la LMR, qui devient le PSO en 1980. Responsable de classes de fin de scolarité, je m'intéresse aux élèves en difficulté, sans perspectives, et prend l'initiative d'une mobilisation pour l'ouverture de places d'apprentissage. Ce travail entrera en résonance avec le projet d'initiative fédérale pour la création d'ateliers publics d'apprentissage, auquel travaille la LMR.

En Europe, c'est la période de montée de l'eurocommunisme, porté par Berlinguer et Carillo, qui tirent un bilan « droitier » de l'expérience chilienne : elle aurait échoué faute d'un accord solide avec les forces démocratiques bourgeoises. En France, la situation est différente : Mitterrand profite de l'alliance avec le PCF, autour du Programme Commun, pour l'affaiblir au profit du PS. A l'échelle mondiale, ces années voient l'épuisement des révolutions coloniales : fin 1978, le Vietnam envahit le Cambodge, où le monde découvre le génocide de Pol Pot ; en 1979, la révolution iranienne porte au pouvoir Khomeiny, tandis que le Nicaragua sandiniste avance à contre-courant. On parle beaucoup de « la crise du militantisme », des désillusions, des abandons, de la difficulté à gagner de nouveaux membres... Tout ceci est d'autant plus grave, que la direction de la LMR, comme celle de la QI (IVe Internationale), ne semble pas prendre toute la mesure de la nouvelle conjoncture. « Le tournant vers l'industrie » de 1980 va d'ailleurs le montrer...

Ma très brève expérience d'implantation dans une usine de l'horlogerie genevoise, automne 1981-hiver 1982, est abordée plus loin.

De 1980 à 1992, je suis membre de la direction de ville du PSO et de son comité central ; depuis 1980, je suis aussi membre de son bureau politique.

Dans quelles organisations « de masse » ou structures larges étais-tu prioritairement engagé (parlements, syndicats, MLF, groupements divers, en particulier d'immigrés, etc.) ?

J'ai toujours été plus engagé dans la vie de l'organisation, dans ses activités propagandistes vers l'extérieur (rédaction de tracts, d'articles, organisation de meetings, etc.), ou dans des mobilisations « larges » ad hoc, plutôt que dans l'animation pérenne d'une structure syndicale ou associative.

Au début des années 1970, je participe aux Comités Indochine Vaincra (CIV). Dans la seconde moitié des années 1970, j'anime différentes structures à l'Université, comme le Cercle Uni-Brèche. Comme enseignant au Cycle d'Orientation, je m'investis au sein de la Fédération des Maîtres du C.O. (FAMCO) au sein de mon collège.

Dans quels domaines (politique générale - articles ou tracts par exemple-, formation, féminisme, comités de soldats, travail « jeunes », travail « ouvrier », « solidarité internationale », « immigration », travail pratique - permanences - etc.) t'es-tu particulièrement investi.e ? As-tu agi seulement sur le plan local ou plus largement aussi ?

Je me suis occupé du travail dans les secteurs jeune, étudiant, ouvrier et international. Mais de façon générale, je me suis toujours investi prioritairement dans la construction de l'organisation et dans ses activités d'ensemble : campagnes politiques, journal, tracts, meetings, contacts avec d'autres groupes, comités unitaires ad hoc. Je me suis aussi souvent chargé de la formation.

Comme membre du comité central de la LMR dès 1976, puis du bureau politique et de la commission nationale métallurgie, depuis 1980, je me suis occupé aussi de questions nationales. Au niveau de la QI (IVE Internationale), j'ai participé aux séances et aux stages des bureaux politiques européens.

Comment as-tu vécu le militantisme au quotidien ? T'es-tu senti.e coupé.e de certaines relations sociales et familiales ? Que sont devenus tes loisirs ?

Depuis 1974, je vivais en couple avec ma compagne qui allait adhérer à la LMR. Une partie de mes plus proches amis d'adolescence s'étaient rapprochés de nous, quand ils n'avaient pas adhéré formellement à l'organisation. Nous militions ensemble de manière intense. Notre vie sociale d'étudiant se déroulait dans le milieu large de nos membres et sympathisants, avec lesquels nous passions aussi souvent nos vacances. De façon générale, pour les plus jeunes des soixante-huitards que nous étions, le passage de l'adolescence à l'âge adulte correspondait à une période d'intense investissement politique. Nous ne marquions pas vraiment de frontière entre vie militante, vie sociale et vie privée.

Avais-tu des rapports avec les militant.e.s d'autres organisations (maoïstes, socialistes, Parti du travail, POCH, PSA, etc.) ? Et comment juges-tu la politique de la LMR/PSO vis-à-vis des autres composantes de l'extrême-gauche ?

J'avais beaucoup de contacts avec les membres des autres organisations d'extrême gauche de ma génération ; elles étaient plus difficiles avec leurs leaders « plus adultes ». Le sectarisme régnant alors au sein de toutes les formations d'extrême gauche dressait pourtant de sérieux obstacles à l'établissement de relations sereines. Cela dit, même si ces rapports étaient souvent marqués par des polémiques inutiles, voire abusives, je n'ai pas cultivé de détestations des militants des autres formations, ce qui m'a facilité la re-reprise de contact par la suite.

La politique de la LMR/PSO en direction des autres composantes de l'extrême gauche était sans conteste sectaire, et celles-ci nous le rendaient bien. Des divergences d'analyse étaient souvent invoquées pour refuser l'action commune : alors que nous étions obligés de manifester dans la rue ensemble, souvent avec des méthodes et des objectifs différents, nos meetings étaient le plus

souvent convoqués par une formation et par ses propres « organisations de masse ». Autant que nos divergences, le développement de notre action en « silos (*silos ? ilots ? note de CL*) séparés » répondait à la volonté de gagner de nouveaux membres, qui adhéraient à un « projet révolutionnaire » spécifique. Être « trotskiste » ou « maoïste », pour reprendre ces étiquettes, renvoyait à une vision du monde, à des formes de socialisation, voire à des façons de vivre son militantisme différentes.

Les militant·e·s de la LMR étaient vécus par les autres comme des donneurs de leçon qui cultivaient une vision « élitaire » de l'engagement politique. A Genève, les membres exclus ou démissionnaires du PDT avaient rejoint en majorité le Centre de liaison politique (CLP), qui était l'organisation dominante de l'extrême gauche genevoise dans la première moitié des années 1970. Si bien que la LMR s'était surtout construite dans les milieux jeune et étudiant, ce qui renforçait son aspect de groupe étudiant, éloigné du monde du travail, et coupeur de cheveux en quatre.

As-tu souffert d'une surcharge de travail (longues et fréquentes séances, distributions à l'aube, week-ends occupés, etc.) ? Le montant des cotisations était-il à ton avis supportable ?

Je n'ai pas souffert des longues et fréquentes réunions politiques ; des interminables rédactions de tracts ou de textes internes, qu'il fallait taper à la machine (on écrivait les brouillons à la main) et multicopier avec des stencils à alcool (bleus) ou à encre (noirs) ; des nuits de collage d'affiches avec leurs courses-poursuites avec la police ; des petits matins de diffusion devant les usines, où nous étions toujours bien accueillis (certes, il fallait se lever après trois ou quatre heures de sommeil, mais nous n'avions pas un travail professionnel épuisant). L'image pathétique donnée de ce militantisme par Francis Reusser dans *Le Grand Soir* (1976) renvoie à une perception « après-coup », qui signale le basculement vers une période de doute.

Comme étudiants, le montant des cotisations était réduit. Nous avons payé beaucoup plus de notre personne que de notre porte-monnaie.

FEMINISME ET MODES DE VIE

Comment as-tu vécu le surgissement du féminisme dans la société ? L'évolution des mœurs a-t-elle eu des conséquences dans ton couple militant ou partiellement militant ? As-tu traversé une phase de bouleversement personnel ?

Le féminisme n'est pas né avec 1968. Mes deux parents portaient aux nues *Le Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir. Avant d'adhérer à la LMR, je me considérais comme féministe, au même titre qu'anticolonialiste ou antiraciste. Ma mère luttait pour son autonomie, raison pour laquelle elle avait repris un travail lorsque ma sœur et moi étions sortis de l'enfance, même si elle donnait l'image d'une femme dominée, qui faisait la quasi-totalité des tâches domestiques et se pliait aux décisions de mon père. Pourtant, je n'avais pas reçu une éducation machiste typique. Ma mère s'en était plus chargée que mon père, projetant sur moi ses attentes envers les hommes : force tranquille, douceur, attention, refus de la violence, etc. Bien sûr, cette vision n'était pas féministe, au sens où l'homme restait le protecteur de la femme, mais elle rejetait nettement l'agressivité « masculine », dont Simone de Beauvoir fait l'un des marqueurs de la découverte de soi et de l'apprentissage de la liberté dans l'éducation des garçons par rapport à celle des filles.

Le « féminisme de la deuxième génération » n'impacte vraiment l'activité militante de la LMR à Genève, qu'à partir de 1974-1975, même si le MLF y a été créé en 1970. La première brochure nationale de la LMR à ce propos est parue en 1975 : *Femmes : de l'oppression à la libération* ; et le sens de notre combat féministe n'a été discuté pour la première fois que lors de notre 3^e Congrès, en 1976. Mes souvenirs de mobilisations féministes renvoient à la lutte pour l'avortement (manif du MLF devant la maternité à l'automne 1974 ou occupation du siège du PDC à l'automne 1975). Mais mon premier engagement personnel dans une mobilisation féministe remonte au printemps

1976 : le soutien à l'occupation d'un café par le Centre Femmes aux Grottes.

En octobre 1982, le viol collectif de deux femmes par une bande de jeunes et la plaidoirie d'Anne-Marie Barone, une ancienne militante du CLP qui rejoindra par la suite SolidaritéS, pour la partie civile, et donc les deux victimes, au début de l'année suivante, sont restés gravés dans ma mémoire. Cette affaire intervenait quatre ans après le procès d'Aix, où Gisèle Halimi avait obtenu la reconnaissance du viol comme un crime. Après la bataille pour l'avortement du milieu des années 1970, qui avait débouché sur l'ouverture du « Dispensaire des femmes » en 1978, auquel avaient participé des militantes de la LMR, la dénonciation du viol comme un crime, portait le combat féministe sur un autre front. Il n'était pas évident pour nous de défendre la sanction plus forte du viol, compte tenu de notre rejet fondamental des réponses pénales et carcérales, mais nous avons compris que cela témoignait d'une reconnaissance sociale de l'extrême gravité du viol.

Cela ne signifie pas que la remise en cause des relations hommes-femmes n'ait pas interféré avec nos vies personnelles plus tôt, mais elles étaient liées à ce que nous appelions « la révolution sexuelle ». Il fallait rompre avec la tyrannie de la femme-objet, obligée de plaire et de se conformer aux canons d'une beauté standardisée ; rompre aussi avec les interdits touchant à la tenue des hommes (cheveux longs) et des femmes (mini-jupes). Le droit au plaisir sexuel devait être revendiqué, en particulier pour les femmes, ce qui impliquait un accès libre et gratuit à la contraception et à l'avortement. Le partage des tâches ménagères était perçu comme une question d'égalité, en particulier au sein des couples militants, même si les actes ne collaient pas avec les positions revendiquées. Nous étions avant tout convaincus que la « véritable » émancipation des femmes supposait un changement plus radical des rapports sociaux et devrait donc attendre les lendemains de la révolution.

La « révolution sexuelle » a été une préoccupation importante pour la fraction la plus jeune des militant·e·s de 1968, dans la mesure où elle a vécu les enjeux de l'adolescence sur un mode politique. Pour dire les choses autrement, les problèmes individuels ne devaient plus être réduits à la sphère étroite des relations personnelles, mais posés avant tout comme problèmes politiques, qu'il fallait dépasser collectivement en changeant l'ordre social. Ainsi, j'ai lu *La révolution sexuelle* de Wilhelm Reich en 1969-1970, en même temps que je découvrais ma propre sexualité. Cette confusion entre problématique politique et problématique personnelle a été bien décrite par Luisa Passerini dans son *Autoritratto di gruppo* (1988), qui croise ses souvenirs militants avec son expérience en psychanalyse. Elle montre aussi que ce fut autant un atout qu'une source de fragilité.

As-tu vécu en communauté et si oui, dans quel type de communauté ? Cherchiez-vous à inventer de nouveaux modes de vie, façons de vivre ensemble, de s'aimer, d'élever des enfants ? Et si non, de quel oeil voyais-tu ces tentatives ?

Avant même d'entrer à la LMR, je m'étais intéressé à Freud, puis à Reich, et j'étais convaincu que la « révolution sexuelle » était un aspect essentiel de la révolution. Elle impliquait de renoncer à toute forme de propriété, notamment à celle de l'autre au sein du couple. L'amour libre me semblait être le versant affectif-sexuel du collectivisme économique. J'étais convaincu que toutes les formes de sexualité étaient légitimes. Je m'étais construit une théorie selon laquelle le masculin et le féminin découlaient de la division du travail, et que les attributs sociaux des deux sexes appartenaient à la culture humaine, dont chaque individu pouvait revendiquer son dosage personnel. Mais il y avait bien entendu une différence entre cette conception et ma propre vie.

Ouvert à toutes les expériences, je ne me suis que rarement senti poussé à faire des choses qui ne m'attiraient pas, ne serait-ce que par curiosité. Bien que la bisexualité m'ait alors paru représenter une forme supérieure d'émancipation, le tabou de l'homosexualité pesait encore trop lourd sur ma génération. Je me suis engagé dans une sexualité hétérosexuelle, bien que refusant toute forme de stigmatisation des gays et lesbiennes. Les plaisanteries machistes homophobes, du type « on se les fera bien profond, et sans vaseline », qui avaient cours au sein de la LMR au moment de mon

adhésion, m'ont toujours parues pathétiques. Mais j'avais une certaine indulgence pour la génération des « vieux », qui avaient alors 25-30 ans. Ce n'est pas d'eux que j'attendais des idées nouvelles pour « changer la vie ». Ce que j'attendais d'eux, c'était une compréhension historique du monde actuel, au prisme de ses conflits de classes, de nations, de « races »... Je n'avais alors aucune idée de la profondeur historique des combats féministes.

Dans mon premier couple militant, qui accompagne toute mon histoire à la LMR/PSO, de 1974 à 1990, nous avions pour règle de faire ce que nous voulions, mais aussi de ne rien nous cacher. Rétrospectivement, en dépit de souffrances inévitables, j'ai généralement mieux vécu ce compromis que ma compagne. Cependant, mes relations extra-conjugales se résumaient à des « aventures » de courte durée, humainement et affectivement riches, mais sans engagement durable. Cette asymétrie entre ces expériences « au-dehors » et notre couple militant fusionnel était sans doute de nature à nous rassurer, celles-là ne menaçant jamais vraiment celui-ci. Dans cette période, mais aussi avant celle-ci, j'ai été confronté à des expériences sexuelles à trois, mais je ne m'y suis jamais vraiment senti à l'aise.

Après la naissance de ma première fille, Laïla, en avril 1980, j'ai vécu assez vite en communauté, cela pendant quatre à cinq ans. Celle-ci, dans une grande maison, comptait au départ trois couples, dont deux, moi-même et ma compagne, de même que sa sœur et son compagnon, qui avaient un petit enfant. Elle visait à faire l'expérience de la vie commune (préparation alternée des repas) et prévoyait la prise en charge collective des enfants, mais il n'y avait aucune velléité de partager nos vies amoureuses. Je garde un excellent souvenir de cette expérience, qui s'est avant tout interrompue parce que le propriétaire avait résilié notre bail.

De quel oeil voyais-tu les rapports homme-femme dans l'organisation (présence des femmes dans les instances dirigeantes, prise de parole, accès à l'élaboration de la ligne politique et aux publications, influence, écoute, considération) ?

J'ai toujours ressenti une profonde inégalité entre les hommes et les femmes au sein de la LMR/PSO. Celle-ci était plus forte dans les organisations politiques que dans les mouvements sociaux, à l'exception des syndicats traditionnels qui étaient aussi largement dominés par les hommes. Sans aucun doute, l'élaboration de la ligne politique de la LMR/PSO reposait sur un tout petit noyau d'hommes ; ils étaient majoritaires à écrire, et les femmes qui écrivaient le faisaient plus sur les luttes féministes que sur les enjeux internationaux ou des luttes ouvrières. Evidemment, l'écoute des femmes et la considération à leur égard était moindre. J'en ai souvent discuté au sein de mon couple, puisque ma compagne était militante depuis 1974, et qu'elle a joué un rôle important, notamment dans notre travail « immigration ». Elle venait d'une famille espagnole politisée et parlait couramment l'italien. En dépit de cela, elle n'a jamais disposé de la même écoute que moi, ou pire, elle ne pouvait pas avoir d'avis propre, étant donné qu'elle était liée affectivement à moi. Cette inégalité révoltante a été l'enjeu d'un combat permanent, que nous n'avons jamais eu, je crois, le sentiment de gagner, en dépit de quelques « percées héroïques ».

Il y avait des femmes qui jouaient un rôle clé dans la LMR/PSO, mais elles étaient souvent cantonnées à la réflexion et à l'intervention dans le domaine des luttes féministes. Par ailleurs, cette « spécialisation », si elle leur laissait un espace, était souvent payée en retour par le regard condescendant des cadres masculins sur « l'étroitesse » de leurs intérêts. Je me souviens de ma première discussion avec Charles, lors de son retour en Suisse, qui avait conclu ainsi son explication du conflit qui l'avait opposé à Jacqueline au secrétariat de la QI (IVe Internationale) : « Si elle a maîtrisé quelque chose dans l'Internationale, c'est sa connaissance des différentes marques de stérilets ». Tout était dit.

Comment as-tu perçu (ou vécu de l'intérieur) l'investissement d'un certain nombre de camarades dans des mouvements féministes excluant les hommes (MLF) ?

Cette démarche m'a toujours paru légitime, dès lors que les femmes en éprouaient le besoin. Si des réunions réservées à une catégorie de militants pouvaient surprendre, je ne crois pas qu'elles aient suscité une crainte des hommes pour leurs prérogatives. En revanche, cela leur a permis, et c'est sans doute la contrepartie de cette « avancée », de justifier leur faible engagement dans les batailles féministes, qui devenaient un enjeu avant tout des femmes. On objectera que c'était déjà le cas auparavant, mais je crois que les hommes pouvaient dès lors plus facilement se désintéresser, avec la bonne conscience en prime, de cette dimension transversale de nos combats. Dans tous les cas, ces réunions ont été utiles pour favoriser la parole des femmes au sein de nos organisations.

REVOLUTION, VIOLENCE ET DEMOCRATIE INTERNE

As-tu considéré l'organisation comme ayant des objectifs et une structure au niveau suisse ET international ? La IVE Internationale avait-elle une réalité pour toi ? Lisais-tu ses publications, les journaux et brochures d'autres sections de l'Inter ?

La QI (IVE Internationale) avait beaucoup plus d'importance à mes yeux que sa section suisse, compte tenu du peu de chance que nous avions de modifier radicalement les rapports de force sociaux et politiques dans ce pays en l'absence d'une victoire du socialisme dans d'autres Etats européens. Dans ma période la plus « euphorique », je n'ai jamais cru que nous puissions faire profondément bouger les lignes en Suisse. En revanche, je pensais que c'était possible en France, en Italie, et surtout en Espagne. Pendant cette période, je lisais *Rouge* et allais régulièrement à Paris, où la visite au local de la Ligue Communiste, impasse Guéménée, était un rituel. J'ai ressenti sa dissolution, après la manifestation du 21 juin 1973, comme un choc.

Dans la première moitié des années 70, les militants de la LMR étaient initiés à l'histoire de la QI et suivaient attentivement ses débats. Après son 9^e Congrès mondial (1969) s'était ouvert un débat sur la lutte armée en Amérique latine, qui allait occuper une grande partie de son 10^e Congrès (1974). Mais soyons francs, les militants de la LMR n'avaient pas d'opinion élaborée sur ces questions et suivaient les points de vue dominants de leur direction. En revanche, cette hyper-présence des questions internationales nous a amené à organiser et à suivre des dizaines de meetings et de soirées de discussion avec des invité·e·s étrangers, membres ou non de la QI.

Lisais-tu la Brèche ou Bresche ou Rosso, ou La Taupe ? A posteriori que penses-tu de ces organes et des tracts que nous diffusions ?

Je lisais La Brèche (pas de A à Z) et j'y écrivais. Mais la presse de la LMR a toujours eu moins d'intérêt à mes yeux que celle des autres sections de la QI, sans parler des ouvrages des intellectuels membres ou proches de notre courant, voire plus généralement marxistes. Par exemple, j'ai gardé jusqu'à aujourd'hui des collections de la revue *Quatrième Internationale*, et plus tard *Inprecor*. J'ai même conservé des numéros des revues *Tricontinental* et *Partisan*, de même que nombre de brochures de la LC/LCR, mais je n'ai jamais collectionné les numéros de *La Brèche*, ou de *La Taupe*. En revanche, je dispose toujours de quelques documents produits par la LMR : textes de ses premiers congrès, mais aussi brochures... sur la guerre du Vietnam, le conflit du Biafra, l'oppression des femmes, l'embrigadement de la jeunesse par le sport, la bourgeoisie suisse, etc.

A posteriori, je pense que nous avons une presse sérieuse et respectée, parce que nous n'étions pas seulement la « filiale suisse » d'un courant politique « articulé », mais aussi que nous étions capables d'approfondir des dossiers concrets (sur les dégâts du fluor en Valais, la défense des retraites populaires, la promotion de notre initiative pour des ateliers publics d'apprentissage, etc.).

Avais-tu alors l'impression de pouvoir vivre la fin du capitalisme à relatif court terme ?

J'avais ce sentiment avant mon adhésion à la LMR, qui a seulement contribué à lui donner une « assise raisonnée » pour la période 1971-1975. Cela dit, je n'ai jamais imaginé que la défaite du capitalisme soit concevable en Suisse, sans une victoire du socialisme dans les autres pays.

Acceptais-tu la notion de violence révolutionnaire telle que défendue par la LMR et la IVe Internationale ? La lutte armée te paraissait-elle nécessaire dans certains contextes politiques ? Te sentais-tu attiré.e par les actions violentes « exemplaires » lancées par les « ultra-gauchistes » de l'époque (en Allemagne et en Italie surtout) ?

J'ai été éveillé à la politique par des luttes de libération armées. Avant celles du tiers-monde, il y avait eu la résistance au nazi-fascisme, dont j'avais cotoyé certains acteurs dans mon adolescence, mais aussi la guerre d'Espagne, qui hantait la mémoire de l'immigration espagnole politisée du tournant des années 1970. Le temps écoulé de la guerre d'Espagne à Mai 1968 était du même ordre que celui qui nous sépare aujourd'hui de la victoire sandiniste au Nicaragua, en 1979... Et même en Suisse, sans revenir à la grève générale de 1918, le souvenir du 9 novembre 1932 montrait que le Conseil d'Etat et l'armée n'avaient pas hésité à recourir au tir à balle réelle contre une foule désarmée, dès lors qu'il voulait mettre au pas un mouvement ouvrier puissant, dans situation qui n'avait rien de révolutionnaire.

J'ai réécouté l'interview radiophonique d'Olivier Pavillon du 6 mai 1973, en marge du 2^e Congrès d'Epalinges. Après une présentation « rassurante » des objectifs de la LMR, à une question du journaliste qui demande si cette « ligue révolutionnaire » n'est pas en train de se transformer en « ligue démocratique », il répond que c'était « un malentendu », qu'il s'agit « d'utiliser la démocratie bourgeoise pour faire connaître nos idées », mais que nous ne lui accordons « aucune confiance », et que « seul un renversement *violent* [je souligne] des structures mises en place par la bourgeoisie depuis le 19^e siècle est susceptible de donner le pouvoir aux travailleurs »¹. Je suppose que je n'aurais pas dit autre chose alors, même si je n'ai jamais songé à une révolution violente en Suisse, mais à une révolution internationale qui forcerait la bourgeoisie suisse à jeter l'éponge.

La violence minoritaire « exemplaire » de type Fraction armée rouge en Allemagne ou Brigades rouges en Italie m'a toujours paru irrationnelle et désespérée. Dans le cas du vol de fusils d'assaut (Affaire Maerki) à Genève, il s'agissait de donner ces fusils à des mouvements de libération du tiers-monde, ce qui est tout de même autre chose.

As-tu milité dans un « Comité de soldats » et comment cela s'est-il passé ? Comment jugeais-tu les mouvements pacifistes, l'objection de conscience ?

Je n'ai pas milité dans des Comités de soldat, mais utilisé le peu de temps passé à l'Ecole de recrues pour un « refus d'ordre » lors d'un exercice de drill, ce qui m'a valu un week-end d'arrêts de rigueur. Il fallait se lever et s'asseoir des dizaines de fois de suite au rythme d'ordres vociférés par un sous-officier ; j'étais resté debout et il ne savait plus quoi faire ; l'absurdité de cet exercice ne plaidait pas en faveur de l'armée... Quelque temps plus tard, j'ai été exclu « pour raisons de santé », la LMR souhaitant par ailleurs me présenter comme candidat aux élections fédérales de l'automne 1975.

L'antimilitarisme est resté pour moi une thématique importante, même si je ne m'y suis pas investi en première ligne. En 1983, le PSO forçait la main du PSS en récoltant les 30 000 signatures qui lui manquaient, et qu'il traînait les pieds à récolter, pour faire aboutir son initiative pour un droit de référendum en matière de dépenses militaires. En 1985, je défendais le soutien du PSO à l'initiative du GSsA pour l'abolition de l'armée, alors qu'une minorité objectait qu'elle garantirait *de facto* le

¹ www.rts.ch/archives/radio/divers/emission-sans-nom/3305952-la-lmr-en-congres.html.

monopole des armes à la bourgeoisie, gommerait toute différence entre pacifistes et antimilitaristes révolutionnaires, et risquerait de se traduire en plébiscite pour l'armée. Trois ans plus tard, elle obtiendra près de 36% des votes et des majorités absolues dans les cantons de Genève et du Jura.

As-tu l'impression que nous avons réussi l'exercice de la démocratie interne dans l'organisation ou considères-tu qu'il y avait un clivage entre les « chefs » - celles et ceux qui donnaient le ton et la masse des militant.e.s ? Y avait-il selon toi des différences dans ce domaine, selon le secteur ou le lieu ?

La LMR a vécu une certaine schizophrénie, entre ses aspirations à un socialisme autogestionnaire, sa lutte contre la bureaucratie, sa défense du droit de tendance, et le fonctionnement vertical qui était de règle en son sein. Ce paradoxe m'a frappé dès mon premier stage de formation, au début 1972. En fin de soirée, buvant un verre à la table de CHARLES, nous avions des désaccords sur 68 aux Etats-Unis... Le ton était monté, et il s'était emporté, haussant le ton à tel point que sa compagne l'avait prié d'aller se coucher, parce qu'il était tard et qu'il fallait qu'il ménage sa santé. Cette peur de la dissonance et cette volonté de contrôle m'étaient certes insupportables, mais elle me semblait ressortir d'un trait de caractère plus que d'une logique interne de la LMR/PSO. En 1973, lors du 2^e Congrès, j'avais aussi été frappé par la brutalité avec laquelle il combattait des positions non alignées. Quelques années plus tard, fin 1977, lors d'une réunion de préparation de la Fête de La Brèche à Genève (mars 1978), alors qu'il s'opposait à nos projets ambitieux, il me transmit un billet où il menaçait de renoncer à d'autres engagements, si je ne changeais pas d'avis. Ce chantage a commencé à ruiner définitivement la confiance personnelle que je conservais à son égard.

Le centralisme démocratique est gros de nombre de tares potentielles, puisque les directions élues ont un accès privilégié à l'information, préparent les assemblées générales ou les congrès, peuvent abuser de leurs prérogatives pour discréditer, dénigrer, isoler... tel ou tel opposant.e ou groupe d'opposant.e.s. Toutefois, le droit de tendance et ses prérogatives offrent un garde-fou à ces dérives possibles. Le fait qu'il n'y a pas eu véritablement de tendances au sein de la LMR, et que nous n'en avons vu fonctionner qu'au sein de la QI ou de ses sections, ne m'a jamais paru un signe de santé. Rétrospectivement, j'ai l'impression que le noyau de direction de la LMR la considérait plutôt comme une école, où les élèves avaient le droit de poser des questions (intelligentes) ou de se taire. Toutefois, le programme de cette école était riche, et la section de Genève, dans laquelle je vivais le quotidien, avait un fonctionnement plus « libertaire » que sa grande sœur vaudoise.

Le climat interne de la LMR doit beaucoup à la personnalité de CHARLES, qui avait marqué de son empreinte un certain nombre de cadres de l'organisation. L'historien Pierre Jeanneret parle d'« un phénomène assez curieux de clonage », lorsqu'il évoque d'anciens cadres qui utilisaient toujours « les mêmes formules, les mêmes intonations, le même rythme oratoire, voire les mêmes types de langage » (*Popistes*, 2002). Dans un roman qui revient sur son expérience au sein de la nébuleuse trotskiste de l'après-68, Tariq Ali porte un jugement très dur sur CHARLES, qu'il cite en exemple de ce qu'il appelle le « syndrome de bureau » qui affecte les « gourous » des petites organisations de cette période : c'est « une maladie qui afflige souvent les militants politiques qui travaillent dans de minuscules bureaux. Privés de pouvoir réel, ils s'inventent un monde pour soi. Le bureau et sa position dans le local deviennent l'enjeu d'une lutte de pouvoir qui, en réalité, n'existe que dans leur imagination. Le minuscule bureau et la minuscule organisation sont transformés en une construction totalement fantasmée (...) » (*Redemption*, 1980).

Beaucoup plus tard, j'ai compris que les groupes trotskistes de cette période ne pouvaient pas totalement échapper au fonctionnement que leurs cadres avaient appris dans les partis staliniens, ce qui était le cas du noyau fondateur de la LMR à Lausanne. De même, Hal Draper explique de façon convaincante qu'il n'est pas possible de construire des partis bolcheviks de poche en singeant la théorie léniniste de l'organisation, parce que ces micro-organisations ne sont pas exposées aux forces centrifuges qui travaillaient un parti implanté socialement. Dès lors, leur centralisme évolue

vers la reproduction de rituels en circuit fermé. Le centralisme démocratique peut ainsi jouer un rôle fonctionnel pour assurer la domination d'une direction, elle-même souvent tributaire d'un « mentor ». La LMR a été un prototype du genre, alors que la LC/LCR y a largement échappé, aussi parce qu'elle s'est construite dans un milieu plus politisé, qu'elle a été exposée à des mouvements sociaux plus forts, qu'elle a développé un droit de tendance réel, et que sa direction est toujours restée véritablement collective.

As-tu été victime de répression politique (licenciement, non-engagement, non-élection pour des motifs politiques) ?

Je n'ai pas été victime de répression professionnelle en raison de mon appartenance à la LMR, mais mon engagement politique m'a sans doute empêché d'obtenir un poste stable à l'Université de Genève.

Le Département de l'instruction publique était dirigé par le socialiste André Chavanne depuis 1961, et celui-ci défendait de façon conséquente une option « libérale » en matière de liberté d'expression, y compris au sein du personnel enseignant. En tant qu'étudiants en sciences humaines, la formation donnée par la LMR, et plus fondamentalement par la QI (Mandel, etc.), nous garantissait un sérieux bagage et forçait le respect de nombre de professeurs. Il faut dire aussi que nous étions des perfectionnistes.

As-tu vécu, d'une façon ou d'une autre, une tendance formalisée, un désaccord, un conflit voire une exclusion dans/de l'organisation et comment cela s'est-il passé, très précisément ?

Je n'ai pas participé à une tendance organisée, même si j'ai pris part à des confrontations animées sur des choix tactiques.

Nous n'avons, à ma connaissance, exclu personne de la section de la LMR à Genève, même si certains camarades au profil jugé « inadapté » y ont sans doute été victimes de mobbing.

LE PSO ET LA PROLETARIATION

En 1980, la LMR est devenue le Parti Socialiste Ouvrier (PSO). Comment as-tu vécu cette mutation ? En particulier comment as-tu vécu la nouvelle orientation « vers la classe ouvrière », dénommée « prolétarisation » ? A-t-elle eu des conséquences personnelles pour toi ?

Le changement de nom de la LMR en PSO a été décidé au 5^e Congrès, en 1980. Celui-ci a adopté le « tournant vers l'industrie », suite aux décisions du 13^e Congrès de la QI (1979). Cette orientation était fondée sur un pronostic à nouveau erroné, qui misait sur une montée des luttes ouvrières dans le sillage de la crise du capitalisme, et décidait d'implanter une partie de nos militants dans les usines. Qu'un tel choix ait pu être défendu en France, voire aux Etats-Unis, cela peut à la rigueur se comprendre... Mais que la section suisse de la QI ait tenté de singer un tel tournant, et choisi la métallurgie et le syndicat FTMH (ancêtre d'UNIA, après sa fusion avec le SIB) comme cible de ce projet, paraît assez surréaliste. A ce moment, les militants de l'Organisation communiste (Le Drapeau Rouge), qui avaient réussi, depuis le milieu des années 1970, à implanter une dizaine de leurs membres dans les principales usines de la métallurgie genevoise, dont Pierre Vanek, commençaient à lever le pied...

Je crois que ce tournant a été accepté, parce qu'il rencontrait un certain écho parmi ceux-celles de nos membres qui avaient traversé tant bien que mal la seconde moitié des années 70, et cherchaient à renouer avec la période d'engagement « héroïque » des années 1969-75, en un temps où des

situations révolutionnaires étaient pronostiquées en Europe dans les 5 ans à venir. Pour les plus jeunes, c'était peut-être aussi un moyen de se lier symboliquement à une période plus exaltante du militantisme qu'ils-elles n'avaient pas connue, comptant se trouver ainsi en première ligne des luttes ouvrières à venir. C'était aussi une alternative à l'engagement dans les « brigades » civiles au Nicaragua, dont les premiers volontaires partiront de Genève en 1982. Ainsi, une erreur de pronostic (l'imminence de la révolution en 1969-1974) en nourrissait-elle une autre (l'imminence de grandes mobilisations ouvrières).

J'ai participé à cette expérience très brièvement, durant quelques mois, comme manœuvre dans une usine de bracelets-montres– Spillmann SA –, de l'automne 1981 au printemps 1982, avant d'en être licencié. J'y ai appris à me servir d'une fraiseuse, ce qui n'était pas difficile, puisqu'elle était réglée par un ouvrier qui m'indiquait en détail ce que je devais faire. J'y ai aussi travaillé un temps au polissage, où le système d'aspiration de la poussière était défectueux. J'avais donc contacté la FTMH, dont le secrétaire, Jean-Pierre Thorel est venu un matin distribuer un tract, invoquant différents problèmes, dont celui-là, pour ne pas me désigner. Pourtant, il a mis la puce à l'oreille de la direction, dès lors que j'avais été affecté depuis peu à ce secteur de l'atelier. Cela a conduit à mon licenciement à l'issue d'une petite mise en scène.

Le directeur convoque les ouvriers et brandit le tract syndical en leur demandant quels sont les problèmes à l'atelier, « parce qu'il faut régler cela, plutôt que d'ameuter des gens de l'extérieur ». S'ensuit un silence général, alors que les travailleurs ne cessaient de protester contre l'insalubrité du polissage, où travaillait une majorité de femmes. Et le directeur de poursuivre, incitant chacun à mettre les problèmes sur la table... « parce que l'entreprise ne peut pas tout savoir et prendre les mesures adéquates si on ne lui dit pas tout ». Silence toujours... Et c'est là que j'évoque timidement la ventilation insuffisante du polissage. A quoi le directeur répond qu'il va voir ce qu'il peut faire. J'ai reçu mon congé quelques temps après, sans autres commentaires.

J'avais développé des rapports cordiaux avec mes collègues de travail. L'atelier était une société hétéroclite. Je me souviens d'un mécano suisse, proche de la retraite, qui m'avait pris en affection. Un jour, il m'avait pris à part : « Je comprends pas ce que tu fous ici les mains dans l'huile toute la journée, plutôt que d'aller faire le bureaucrate dans une banque. Tu m'a l'air d'un gars normal. Crois-moi, à ta place, je foutrais le camp ! ». A part lui, il y avait deux autres Suisses : un homme décompensé, ex-ingénieur, disait-on, qu'on avait relégué au polissage, et qui ne communiquait que par des grognements, ainsi qu'un très jeune garçon, qui m'avouera s'entraîner au tir avec un groupe d'extrême droite. Pour le reste, les frontaliers dominaient l'atelier, généralement mieux formés et plus qualifiés que les autres. Ils n'hésitaient pas à émettre des critiques envers la direction. L'un d'eux, qui avait été actif dans la CGT avant de travailler à Genève, m'avait demandé si j'avais été envoyé par le syndicat pour y développer un groupe d'entreprise, et que dans tous les cas, je pouvais compter sur lui... Je travaillais avec la femme d'un requérant d'asile congolais qui avait exercé d'importantes fonctions dans son pays...

Après mon licenciement, je n'ai pas cherché de nouvelle embauche, parce que j'avais été dégrisé par le peu d'intérêt du PSO pour mon expérience et par le manque de soutien que je recevais. Par exemple, j'avais rédigé un tract, que j'avais demandé à notre secrétaire de distribuer le matin entre 6h. et 7h, et il ne s'était pas réveillé. Ce décalage entre mon investissement et celui du parti, qui poursuivait son petit train-train quotidien, m'a convaincu de l'aspect irréel du « tournant vers l'industrie ». Les quelques jeunes qui ont interrompu leurs études pour faire des apprentissages l'ont payé plus cher que moi, mais ceux que je connaissais sont assez vite retombés sur leurs pattes, après avoir quitté le PSO. Quant à moi, après quelques petits boulots alimentaires, j'ai eu la chance de trouver un poste d'assistant à l'université, et ceci en cours d'année.

Au printemps 1982, notre initiative pour des Ateliers publics d'apprentissage aboutit. Le PSO arrivait donc à porter une initiative nationale seul. C'était une belle prouesse, mais la dernière de ce genre. Ce texte sera sèchement rejeté par 81,6% du corps électoral, en septembre 1986. J'en ai tiré le bilan qu'il n'y a rien de pire pour la gauche radicale que de soumettre des propositions

« immédiates » au vote populaire, et de se faire brutalement retoquer sans avoir fait progresser une perspective de rupture. Entre-temps, nous avons recueilli des signatures en faveur de l'initiative des 40 H. de l'USS, qui échouera avec 65,7% de « Non ». Le pronostic qui avait fondé le « tournant vers l'industrie » avait du plomb dans l'aile. A l'automne 1983, les listes du PSO aux élections fédérales sont lancées avec le slogan général : « L'AVS et des emplois, pas des chars ». Le Parti du Travail n'aurait pas dit mieux.

DEMISSION EVENTUELLE - FIN DE LA LMR

Si tu as quitté la LMR/PSO à un moment ou à un autre, peux-tu expliquer tes raisons d'alors (critiques politiques, ras-le-bol du militantisme, changement de vie, etc.) ?

Je n'ai jamais démissionné de la LMR/PSO.

Si tu es resté.e jusqu'au bout (1986-87), comment as-tu vécu la disparition formelle de l'organisation au plan personnel et en tant que militant.e ? T'es-tu senti.e partie prenante de cette période finale ?

Dès 1983, nous sentions que le sol se dérobaient progressivement sous nos pas. En mars, nous présentons 5 candidats au Conseil Municipal de la Ville, qui recueillent 1,3% des voix. La barrière du quorum à 7% rendait toute perspective de percée électorale impossible. Cependant, pour faire face à la forte poussée de Vigilance (+5 sièges), nous lançons la candidature propagandiste de Marlène Dupraz à l'exécutif, contre la xénophobie et le racisme, qui bénéficie de nombreux soutiens et obtient plus de 12% des suffrages. Au même moment, l'évasion de Lucio Gelli de sa prison genevoise nous donne l'occasion de dénoncer les liens de la Loge P2 avec la finance suisse. En septembre, nous dénonçons publiquement des bâtiments floqués à l'amiante. Le mois suivant, aux élections fédérales, le PSO présente 5 candidats pour Genève.

De l'automne 1985 au printemps 1986, je prends un « congé politique » de six mois pour travailler à ma thèse de doctorat à Londres, à la British Library. Ma compagne s'est lancée dans une recherche sur la politique du Grand Londres en matière d'immigration, et nous inscrivons notre fille dans une école anglaise. Pendant cette période, nous ne prenons pas contact avec la section britannique de la QI, profitant pour avancer dans notre travail et perfectionner notre anglais.

En mai 1987, le 7^e et dernier congrès du PSO opte pour la construction d'un mouvement unitaire et pluraliste rassemblant toutes les forces de résistance du pays. En réalité sa section genevoise travaille dans cette direction depuis 1983. Au printemps, l'arrêt de la parution de l'hebdo *Tout Va Bien* (après 11 ans) nous incite à établir des liens avec sa rédaction pour imaginer un éventuel projet commun avec *La Brèche*. A ce propos, j'étais en désaccord avec CHARLES, qui défendait une optique beaucoup plus prudente. Ce contentieux a tourné au vinaigre. J'en garde la trace dans une lettre qu'il m'a alors adressée. Sur le plan électoral, nous avons compris qu'il fallait aller vers des listes unitaires et avons pris de premiers contacts avec le PDT en 1984.

En mars 1985, le PSO récolte 14 500 signatures en moins d'une semaine pour son initiative en faveur de « soins à domicile » cantonaux. En mai, il lance un comité large pour une liste de la gauche combative au Grand Conseil. Il se dit prêt à accepter 7 à 10 candidat·e·s sur la liste du PDT, qui ne lui concède que 3 places. L'accord ne se fait donc pas. Finalement, le « Rassemblement pour une alternative socialiste » (RAS) (Ducommun, Crettenand, Saurer, etc.) n'obtient que 1,33% des voix, parce qu'une autre composante de l'extrême gauche, ultime épisode de la décomposition de l'ex-CLP², saborde in extremis cette démarche en lançant une autre liste sous le nom de « Pour une

² Lors d'une séance de négociation avec cette composante pour tenter de trouver une entente, je me souviens de la remarque d'un de ses militants, P. C., aujourd'hui membre du PDT, qui à l'époque nous reprochait nos discussions avec ce parti : « Tant qu'à se faire enculer, autant choisir la plus

alternative progressiste » (Marco, Doret, Cudet, etc.), qui ne recueille que 0,62% des voix. L'échec du RAS sonne le glas de ce « cycle électoral » des années 1980. Le PSO se présente une dernière fois en Ville, au printemps 1987, mais n'obtient que 0,8% des suffrages. Cette même année, les Verts franchissent pour la première fois le quorum au Conseil Municipal.

En 1989, nous ne sommes plus qu'une poignée à nous réunir régulièrement à Genève. En octobre, nous ne pouvons plus envisager de nous présenter seuls au Grand Conseil. Pour autant, sans concurrence sur sa gauche, le PDT recule encore et n'obtient que 8,0% des voix et 8 élu·e·s (-2 sièges). Il devient essentiel d'avancer dans le rapprochement des forces de la gauche soixante-huitarde. A cette époque, j'ai des relations d'amitié avec Daniel Monney, membre du petit groupe genevois « Pour le communisme » (PLC), issu de l'Organisation communiste (Le Drapeau Rouge), avec lequel nous n'avons pas de divergences significatives sur le terrain. Dès 1990, nous entamons des discussions avec eux à Genève, élargies par la suite à deux militants syndicaux genevois, Eric Decarro et Christian Tirefort, qui ne sont plus organisés politiquement, de même qu'à l'Organisation socialiste libertaire (OSL) de Lausanne.

APRES LA LMR/PSO...

As-tu eu ensuite l'impression qu'il t'était possible de poursuivre ton engagement par d'autres voies, as-tu retrouvé des camarades dans d'autres regroupements ? Comment s'est passée cette période post-LMR/PSO : réinsertion dans la société « normale », vide d'un brusque non-militantisme, recherche d'une solution politique alternative, abandon de l'activité politique militante, etc. ?

J'ai été partie prenante de la dissolution du PSO genevois au sein de la nouvelle organisation formée par solidaritéS, à l'issue des grandes manifestations et des débrayages de la fonction publique de 1990 et 1992. Cette nouvelle force bénéficie du travail de rapprochement et de « déssectarisation » mené par le PSO tout au long des années 1980, sans lequel cette formation n'aurait pas pu survivre durablement. Nous avons en effet réussi à développer une culture du débat qui nous a permis de dépasser les divergences au cas par cas. A contrario, l'expérience lausannoise a montré que ce travail de préparation avait sans doute fait défaut. Pour autant, « le ciment n'aurait pas pris » sans les mobilisations sociales du début des années 1990 qui rendaient nécessaire, aux yeux de dizaines de militant·e·s inorganisés, une réponse politique de la gauche combative.

Pour moi et pour les camarades qui se sont investis dans la construction de solidaritéS, une nouvelle aventure commençait. Il n'y avait pas à se « réinsérer dans la société normale », à remplir le « vide d'un brusque non militantisme », ou à rechercher « une alternative existentielle ». En revanche, d'autres militant·e·s du PSO qui n'étaient plus très actifs à ce moment-là, n'ont pas investi ce projet, tout en en restant sympathisant·e·s, voire cotisant·e·s passifs du nouveau mouvement. Quelques-uns n'ont pas accepté le profil large de cette nouvelle organisation, plus hétérogène, qui n'affichait pas un projet marxiste révolutionnaire et international. Une minorité d'entre eux rallieront le MPS.

A POSTERIORI...

Comment juges-tu les lignes de force du projet marxiste-révolutionnaire de l'époque (notion d'« avant-garde », construction d'un parti révolutionnaire, dialectique des trois secteurs de la révolution mondiale, etc.) ?

L'avant-garde, pour peu qu'on ne fétichise pas ce terme, est pour moi la partie du mouvement d'émancipation qui dispose d'une expérience, qui a su recueillir la mémoire des générations précédentes, qui a été capable de réfléchir à celle-ci, et qui a réussi à traduire ce bagage en connaissances théoriques constamment affinées. En même temps, l'avant-garde ne peut jouer de

grosse bite, celle du PS plutôt que celle du PDT ». C'était le niveau de la discussion...

rôle utile si elle ne comprend pas que chaque conjoncture nouvelle ne peut pas être déchiffrée avec les lunettes du passé, et qu'il y a toujours beaucoup à apprendre des luttes en cours et de leurs acteurs-trices, précisément parce qu'ils ont poussé sur un terrain qu'elle commence tout juste à reconnaître, et que leur perception du « moment politique » est en règle générale supérieure à la sienne. Ainsi, les soviets n'ont pas été imaginés par les marxistes, ils ont été une création de la révolution en marche, dont les plus perspicaces ont immédiatement compris l'importance.

Je ne sais pas ce que devrait être « le parti révolutionnaire » de demain, ni même s'il se concevra comme un parti. Peu importe. Mais je pense que la dialectique entre le pôle de l'expérience et de la théorie, d'une part, et celui de l'innovation et de la pratique, d'autre part, est un invariant des luttes sociales, quelle qu'en soit la période.

« La dialectique des trois secteurs de la révolution mondiale » explicitait, en un temps donné, notre lecture internationaliste de la « lutte des classes ». Elle a été efficace pour saisir la dynamique des années 68. En revanche, la pétrification de formules comme « l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré » nous a empêché d'appréhender les dynamiques à l'œuvre dans la réalité. Pire encore, « la double nature de la bureaucratie soviétique » reposait sur une caractérisation essentialiste d'un phénomène évolutif et instable. Souvent, ces formules nous ont servi d'oreiller de paresse, cachant notre incapacité à développer des analyses concrètes de situations changeantes. Et lorsque nous nous y sommes essayés, cela a souvent débouché sur des positions intenable, comme notre refus de condamner l'intervention soviétique en Afghanistan.

Il a souvent été reproché aux trotskistes de se nourrir de formules toutes faites, de s'éterniser dans des querelles de définition ou de fétichiser la rédaction de programmes, alors qu'ils n'étaient que de toutes petites organisations. La QI a pu exceller en la matière, de manière il est vrai moins grotesque que certaines de ses « cousines ». Ne serait-il pas plus sage de faire preuve de plus de modestie en vouant plus de temps à la recherche empirique, et en comprenant que nos capacités d'analyse d'une situation sociale et politique sont fonction de notre enracinement, et qu'il sera à jamais impossible à une « internationale de poche » de développer des positions précises sur les principaux théâtres de la lutte de classe mondiale depuis Bruxelles, Paris ou Londres, et encore moins d'y exercer une influence à distance ?

Globalement, quel jugement portes-tu sur tes années d'engagement au sein de la LMR ? Au plan personnel d'abord : fut-ce une « parenthèse » dans ta vie, en as-tu tiré des éléments positifs pour la suite de ton existence, lesquels ? Et sur le plan historique (osons le mot!), penses-tu que nous avons laissé une trace, apporté quelque chose, dans le cadre des divers mouvements révolutionnaires ou radicalisés de l'époque ?

Enfin, où en es-tu politiquement parlant, aujourd'hui ? Si tu as choisi de cultiver ton jardin, pourquoi, comment ?

Je n'ai jamais conçu le militantisme comme une corvée, même si certaines contraintes m'ont pesé. Tout au contraire, je l'ai envisagé comme un accomplissement, et je crois qu'il m'a beaucoup apporté et que c'est toujours le cas. Mon adhésion à la LMR/PSO n'a pas été une parenthèse dans ma vie, mais une phase d'une vingtaine d'années dans mon engagement politique et social.

La QI et l'héritage du marxisme révolutionnaire auquel elle m'a permis d'accéder, en dépit de ses limites, m'a doté d'une solide boussole. Depuis lors, je n'ai jamais cessé de me questionner et de continuer à apprendre. En revanche, les aspects les plus dérisoires dans mon expérience au sein de la LMR/PSO ont été les enjeux de pouvoir qu'a pu inspirer, aux yeux d'un petit nombre de dirigeants convaincus de leur « mission historique », le contrôle de ce minuscule collectif. Je dois avouer qu'ils se comptaient sur les doigts d'une main et que je ne leur en veux pas, parce que je suis toujours resté libre de mes choix et que je les ai donc supportés.

Sur le plan historique, je ne crois pas que nous ayons laissé de trace spécifique. Comme le poète

Antonio Machado, je crois que nous avons « fait notre chemin en marchant », et qu'en regardant en arrière, nous ne voyons plus que « des sillages sur la mer ». D'ailleurs, quelle importance ? Ce qui compte, c'est où nous allons aujourd'hui, et en quoi notre expérience peut être utile aux nouvelles générations qui poursuivent nos combats et ceux de nos prédécesseurs, aussi pour qu'elles aient les moyens d'en concevoir d'autres, auxquels nous n'avons pas songé. Aujourd'hui, la politique internationale est de plus en plus illisible pour celles et ceux qui ont renoncé à l'aborder en termes de conflictualité sociale pour se replier sur une approche géopolitique. La crise écologique ne peut non plus être envisagée sérieusement sans recourir à une analyse matérialiste. C'est pourquoi je pense que le passage de témoin de notre génération aux suivantes nécessite la pérennité d'un noyau de communistes non sectaires, qui n'en défendent pas moins une approche exigeante des questions théoriques et stratégiques que les exploité·e·s et les opprimé·e·s devront tenter de résoudre sur le chemin de leur auto-émancipation.

J'ai déjà répondu aux questions relatives à mes investissements ultérieurs, et je n'y reviendrai pas ici.

Une anecdote à raconter ? Un souvenir qui te tient particulièrement à coeur, un exploit, un échec, un souvenir important pour toi ?

J'en ai livré un certain nombre dans mes réponses précédentes.

Autre(s) questions non formulées ici, auxquelles tu souhaites apporter ta réponse :

Non, j'ai déjà été beaucoup trop long.

Je désire que mes réponses soient publiées sans indication de mon identité (une croix après la réponse adéquate):

OUI

NON

INDIFFERENT

* La question n'est pas très claire. Je suis d'accord que mes réponses soient publiées et je les assume publiquement.

Date et lieu : Genève, le 6 janvier 2017